

L'aveugle stupidité de la droite israélienne



Par **BERNARD GUETTA**

Nétanyahou, expliquait-elle, parce que le Hamas est sorti «politiquement renforcé» de la crise de Gaza, parce que ce gouvernement négocie avec des islamistes qui veulent la destruction d'Israël alors qu'il a «gelé tout dialogue» avec l'Autorité palestinienne, et parce que son refus de négocier un règlement définitif avec les Palestiniens a conduit 138 des 193 pays de l'ONU à reconnaître sans plus attendre la Palestine comme un Etat dont les frontières, dit la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies, sont celles de 1967.

Tout est, autrement dit, à l'envers parce que le gouvernement le plus à droite de l'histoire israélienne a isolé Israël comme jamais sur la scène internationale, marginalisé ceux des dirigeants palestiniens avec lesquels il aurait pu parvenir à la paix et encore compliqué toutes les possibilités d'échanges de territoires entre Israéliens et Palestiniens, donc de règlement négocié, puisqu'elle a abouti à ce que les frontières de la Palestine aient désormais été tracées par l'ONU.

Indéniablement exact, le constat de M^{me} Livni est pourtant incomplet. A la veille de sa déclaration, les primaires du Likoud avaient été remportées par l'aile la plus à droite du plus grand parti de la droite israélienne. Ses figures les plus modérées ont été éliminées au profit de candidats autrement plus hostiles que Benyamin Nétanyahou lui-même à toute idée de concessions et de coexistence entre deux Etats. Si cette droite l'emporte en janvier, la politique israélienne sera donc encore plus effarante qu'aujourd'hui et ce n'est pas tout. Pour punir le président palestinien, Mahmoud Abbas, d'avoir fait appel à l'ONU, Benyamin Nétanyahou vient d'autoriser la mise en chantier de trois mille logements israéliens dont la construction couperait la Cisjordanie de Jérusalem-Est, de la partie de la ville supposée devenir, un jour, la capitale de la Palestine. Ce gouvernement a ainsi donné son feu vert à la création d'une nou-

velle colonie dans une zone où les Etats-Unis lui avaient expressément demandé de ne pas construire pour ne pas encore plus compromettre la paix.

Bien que Barack Obama se soit rangé aux côtés d'Israël lors de la crise de Gaza et du vote de l'Assemblée générale, Benyamin Nétanyahou l'a tout simplement souffleté et tout cela dans le seul but d'en tirer un profit électoral. Peut-être cela lui rapportera-t-il des voix mais ce calcul à la petite semaine, Israël l'a cette fois-ci payé cher. Non seulement les Etats-Unis ont condamné cette décision pour ce qu'elle est – une entrave à tout règlement – mais la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Danemark et la Suède ont convoqué les ambassadeurs israéliens accrédités dans leurs capitales pour exprimer leur réprobation pendant que l'Allemagne,

DIPLOMATIQUES

même l'Allemagne, déclarait que Israël «savait la confiance en sa volonté de négocier». Ce n'est pas seulement que ce gouvernement isole Israël. C'est qu'il lui aliène maintenant ses principaux alliés à l'heure même où les Occidentaux, Américains en tête, se préoccupent toujours plus de consolider leurs liens avec les majorités islamistes qui ont pris le pouvoir ou vont le prendre dans les pays arabes et qui ne demandent qu'à entretenir de bonnes relations avec l'Europe et les Etats-Unis.

Face à l'Iran et aux jihadistes, une nouvelle alliance se cherche au Proche-Orient. Elle s'est déjà esquissée avec le rôle modérateur que l'Égypte des Frères musulmans a joué dans la crise de Gaza et c'est ce moment que la droite israélienne choisit pour aller encore plus loin dans une politique qui ne va nulle part. Car que veut cette droite ? S'il s'agit de continuer à faire comme si Israël était un Etat des Etats-Unis et non pas du Proche-Orient, cela ne peut bien sûr pas marcher tant la géographie est intangible. S'il s'agit de renouer avec le mythe du grand Israël en chassant les Palestiniens vers la Jordanie, cela marchera encore moins car la création d'Israël a forgé une nation palestinienne qui n'a cessé de marquer des points depuis la guerre des Six Jours. Et s'il s'agit d'aller, de fait, vers un Etat binational et d'y imposer l'apartheid, il n'y a pas de moyen plus rapide d'anéantir le rêve réalisé d'un foyer national juif.

Aveugle, stupide et détestable, cette droite ne fait que mener Israël à sa perte. Si elle devait remporter les élections de janvier – probable mais pas joué – il ne sera décidément plus temps pour les Occidentaux de la ménager mais de lui imposer, par toute pression nécessaire, le règlement définitif dont les termes sont depuis longtemps connus.

Notre-Dame-des-Landes : des clercs en soutien aux opposants

Par **UN GROUPE D'INTELLECTUELS**

Dans la manifestation calme et déterminée du 17 novembre à Notre-Dame-des-Landes, une inscription sur un panneau noir de fortune exprimait une tristesse et une inquiétude : «Notre-Dame-des-Landes, la démission des clercs». Ainsi

La résistance à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'est pas un «kyste», elle est le symbole d'une crise de civilisation.

interpellés, nous voulons par cette déclaration affirmer notre solidarité de «clercs» et notre présence aux côtés de ceux qui opposent une résistance à cet aéroport considéré comme insensé par une part grandissante de la population et par des experts qui ont du mal à cacher leurs doutes. Le déchaînement de la violence contre les personnes et le saccage des terres et des constructions ne sont pas la réponse du droit mais celle d'une force aveugle face à des occupants non violents et désarmés. Nous demandons au gouvernement d'écouter ces autres «mondes», ceux des paysans, des occupants de la zone, des milliers de manifestants, qui ne s'expriment pas au nom de leurs intérêts privés mais au nom d'une conscience nouvelle, d'une responsabilité partagée face à la crise énergétique, à la crise climatique, à la crise alimentaire, à la crise sociale et financière. La résistance à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes n'est pas un «kyste», elle est le symbole d'une crise de civilisation, d'un basculement possible des consciences sur lequel il est nécessaire de s'appuyer plutôt que de le combattre pour avoir quelque chance de mener à bien et de manière démocratique les transitions qui s'imposent.

Si le projet de cet aéroport a été conçu en 1967 dans un monde qui n'est plus, si les forces déployées pour le défendre rappellent quelques tristes moments de

notre histoire passée, les alternatives proposées par les occupants dessinent des chemins pour un avenir partagé. Le gel des terres pendant quarante ans a conservé un patrimoine commun, ailleurs détruit, qu'il serait criminel de livrer aux appétits privés.

Nous pensons pour notre part que ce projet doit être abandonné, et nous demandons au gouvernement d'accepter un véritable débat public, qui ne soit pas du semblant, afin de faire de cette zone et de ce problème un laboratoire de tous les débats qu'il va nous falloir mener au plus vite sur toutes les transitions industrielles, énergétiques et agricoles urgentes qui nous attendent.

Premiers signataires : **Geneviève Azam** Economiste, université Toulouse-II
Alain Caillé Professeur émérite de sociologie, université Paris-Ouest-Nanterre-la-Défense **Denis Clerc** Fondateur d'«Alternatives économiques»
Thomas Coutrot Economiste
Marc Dufumier Agronome, AgroParisTech
Marie Duru-Bellat Sociologue, Sciences-Po, Paris **Jean-Pierre Dupuy** Professeur, université de Stanford et professeur émérite à l'École polytechnique
Mireille Fanon-Mendès France Experte à l'ONU **Jean Gadrey** Professeur honoraire de sciences économiques, université Lille-I
Roland Gori Professeur de psychologie et de psychopathologie cliniques
Marc Humbert Professeur de sciences économiques, université de Rennes
Susan George Ecrivaine
Florence Jany-Catrice Professeure de sciences économiques, université Lille-I
Christian Laval Professeur de sociologie, université Paris-Ouest-Nanterre-la-Défense
Gustave Massiah Economiste
Dominique Méda Professeur de sociologie, université Paris-IX-Dauphine **Alfredo Pena-Vega** Directeur scientifique de l'Institut international de recherches, politique de civilisation (IIRPC), chercheur associé au Centre Edgar Morin **Dominique Plihon** Professeur d'économie, Paris-XIII
Roger Sue Professeur de sociologie, université Paris-V-Sorbonne
Henri Sterdyniak Economiste, Sciences-Po, Paris **Jacques Testart** Directeur de recherches honoraire à l'Inserm.

La liste des autres signataires peut être consultée sur le site : <http://appel-nddl.blogspot.fr/>



AUJOURD'HUI SUR i>TELE
JOURNEE SPECIALE SYRIE
Reportages exclusifs
au cœur d'Alep assiégé

